

Devenons des agents de l'Université publique

Une mesure simple pour un sujet profond : une affiliation commune, l'Université publique, pour reprendre en main nos missions.

Le gouvernement appelle depuis l'an dernier à une grande loi visant à refonder notre monde académique, la loi de programmation de la recherche. En février 2019, le Premier ministre a mandaté trois groupes de travail pour formuler des propositions visant à structurer la loi de programmation sur trois thèmes : le financement de la recherche, l'attractivité des emplois et des carrières scientifiques, et la recherche partenariale et [l']innovation. La publication des trois rapports en novembre dernier a suscité une très vive émotion dans le monde universitaire français, qui s'est incarnée en une forte mobilisation dès le début de l'année 2020. Toujours en pleine crise sanitaire qui a souligné tant de défauts de notre système de recherche public et plus globalement de notre service public, voilà que nos gouvernants décident de faire passer cette loi en force, dans l'urgence, à travers le projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et son exposé des motifs. Or, *(i)* ces défauts ne sont pas intrinsèques au système académique français, nos gouvernants les ont eux-mêmes implantés par itérations successives, et *(ii)* jamais une proposition de réforme sur l'enseignement supérieur et la recherche n'a suscité autant de contestation.

Nous, personnels mobilisés de l'enseignement supérieur et de la recherche, sommes sincèrement engagés contre ces propositions de réforme pour ce qu'elles induisent sur le moyen et le long termes. De même que nous sommes engagés contre le système en place aujourd'hui, qui vise essentiellement à accroître la production scientifique, en termes quantitatifs. Cette politique, développée depuis les années 2000 et sans cesse renforcée depuis, n'a rien amélioré, bien au contraire. Elle a intrinsèquement nui à nos métiers en renforçant la fragmentation de nos missions au profit, par exemple, de la quête de financements aux différents guichets qui nous sont proposés.

Dans l'esprit de cet engagement contre cette politique / idéologie pernicieuse et aliénante, voici un moyen d'action dont nous, chercheur·se·s et enseignant·e·s-chercheur·se·s de toute discipline et de tout organisme public, pouvons nous emparer pour lutter contre la destruction programmée de la recherche publique. Jusque là, nous avons usé d'actions sur le temps court, généralement dirigées vers l'administration et l'enseignement. Voici un moyen d'action qui se place sur le terrain même de la recherche et qui s'implémente dans le temps long, quelles que soient les décisions futures qui seront prises par nos dirigeants et par leurs successeurs.

Remplaçons systématiquement nos affiliations par une affiliation commune, et devenons à compter d'aujourd'hui des agents de l'*Université publique*. « Université » est ici à considérer dans son acception historique, comme la communauté de ceux qui créent et partagent les connaissances et de ceux qui les reçoivent. Le terme « publique » met en exergue la nature de nos missions, notre indépendance et notre liberté. Cette affiliation réunit et conjugue ainsi les universités et l'ensemble des EPST.

Une telle action permet de souligner que nous sommes avant tout des agents de l'État, fonctionnaires ou non, au service des citoyens. Elle se place donc en défense

du service public en général. Plus directement en lien avec l'enseignement supérieur et la recherche, elle permet de marquer un coup d'arrêt aux politiques managériales actuelles d'évaluation de nos missions, systématiquement construites sur la base d'indicateurs quantitatifs et qui, force est de constater, conduisent irrémédiablement à une transformation profonde, hautement négative, du monde académique que nous connaissons. Par cette action, choisissons maintenant de rompre avec cet esprit gestionnaire qui emporte tout avec lui. Agissons contre la prolifération malsaine des publications scientifiques à laquelle on assiste aujourd'hui, qui induit la dispersion de l'information et la réduction de l'impact scientifique de nos travaux. Agissons également contre la concurrence sans état d'âme sans cesse renforcée : concurrence entre universités, entre laboratoires, entre équipes, entre chercheur·se-s et enseignant·e-s-chercheur·se-s. La démarche scientifique relève de l'intelligence collective. Les avancées notables, l'histoire des sciences en témoigne, sont, le plus souvent, le fruit de collaborations et de coopérations (inter)nationales. Par cette action, revenons à une compétition saine permettant l'émulation collective aboutissant à des résultats solides, reproductibles et brillants. Et réapproprions-nous l'excellence, en refusant celle qui nous est imposée par le haut et qui a revêtu son plus sombre habit, l'élitisme qui sème et cultive l'individualisation délétère de la pratique de la recherche comme de l'enseignement.

C'est en usant de mesures simples comme le choix d'une affiliation commune, que nous pourrions reprendre en main nos métiers. C'est ainsi qu'ils nous réappartiendront réellement, directement et entièrement, et que nous arrêterons d'être tributaires de la vision technocratique que nous avons malheureusement acceptée dans la douceur, comme c'est souvent le cas, et à laquelle nous sommes à présent assujettis.

Prenons le temps ! C'est une denrée tellement précieuse ! Le temps est le sel de la science, et un bon ami des luttes justes, fortes et solides qui plus est. Permettons-nous de le prendre, enfin ! Et n'acceptons rien de moins que le temps qu'il nous faut pour bien faire ! C'est à nous de reprendre notre liberté tant convoitée, terreau de la création et de la prise de risque si précieuses à l'exercice de nos métiers. À nous de faire que nos établissements d'enseignement supérieur et de recherche redeviennent des espaces de liberté ouverts à toutes et tous. S'il est des lieux où les remises en question, les débats d'idées (politiques, sociales... et bien sûr scientifiques) devraient naître et se catalyser, ce sont bien ceux où nous travaillons tous les jours. À nous de leur redonner le sens qu'ils méritent, en nous redonnant le pouvoir de le faire.

Reprenons nos véritables missions en main et redonnons ensemble à tous nos organismes d'enseignement supérieur et/ou de recherche publics la beauté et la force que nous leur devons. Et ce pour l'intérêt collectif. Faisons un premier pas dans cette direction et partageons une même affiliation, symbole de l'Université que l'on vise.

À Marseille, le 30 septembre 2020

Premiers signataires

Emmanuel Agullo	Mireille Besson
Philippe Blache	Julien Lefèvre
Kévin Perrot	Nicolas Schabanel
	Sylvain Sené

Nota bene

Voici quelques faits importants qui méritent d'être explicités :

- La temporalité est ce qu'il faut que nous nous réappropriions, c'est la clé qu'il faut que nous retrouvions.
- Les dotations provenant du ministère ne dépendent pas des affiliations que nous retranscrivons dans les articles que nous produisons.
- Il n'existe à notre connaissance aucun texte officiel mentionnant l'obligation d'apposer son affiliation sur les publications résultant des travaux scientifiques entrepris. À ce sujet, faire le choix de cette affiliation commune n'implique pas de ne faire aucune mention de notre établissement. Il est tout à fait envisageable de préciser notre institution de rattachement sous forme de remerciements. Imaginons pour l'exercice une publication co-écrite par Madame D. Dupont et Monsieur M. Martin, rattachés respectivement à l'Université pratique des savoirs et au Centre national de la connaissance. Ajoutons que Madame Dupont est responsable scientifique du projet *On Mathematical Grace* (OMG) financé par l'Agence pour la recherche (l'AR) lui ayant associé le code AR-2020-007. Madame Dupont et Monsieur Martin ont élégamment ajouté à leur publication le paragraphe suivant :

« **Acknowledgements** This work was mainly funded by our salaries as French State agents (affiliated to Université pratique des savoirs (DD), and Centre national de la connaissance (MM)), and secondarily by the AR-2020-007 OMG project (DD). »

Mais arrêtons ici l'exercice et prenons un peu de hauteur de vue, toujours avec des faits :

- Le rôle que nous donne l'État est de faire avancer la science (et non la production scientifique) par nos recherches en mettant à disposition de toutes et tous de nouvelles connaissances.
- Nous respectons nos engagements et défendons le service public en choisissant notre affiliation (d'autant qu'en choisir une commune aiderait nos dirigeants à s'enorgueillir d'atteindre les dix premières places, voire la première, du classement de Shanghai si cher à leurs yeux).
- En jouant aux jeux statistiques de *reporting* permanent institués et institutionnalisés, nous ne nous aidons pas à mener à bien nos missions.

Concluons sur une note d'espoir, avec ces mots de François Jacob issus d'une communication intitulée *Science de jour, science de nuit* lors d'une séance à l'Académie des sciences morales et politiques le 26 janvier 1987 :

« Une fois admise, une fois enseignée, la science est froide. Froide comme les techniques qui en découlent. Froide comme les manuels qui en décrivent le contenu ou les livres qui en rapportent l'histoire. La science en voie de se faire, elle, a deux aspects. Ce qu'on pourrait appeler science de jour et science de nuit. La science de jour met en jeu des raisonnements qui s'articulent comme des engrenages, des résultats qui ont la force de la certitude. On en admire la majestueuse ordonnance comme celle d'un tableau de Vinci ou d'une fugue de Bach. On s'y promène comme dans un jardin à la française. Consciente de sa démarche, fière de son passé, sûre de son avenir, la science de jour avance dans la lumière et la gloire.

La science de nuit, au contraire, erre à l'aveugle. Elle hésite, trébuche, recule, transpire, se réveille en sursaut. Doutant de tout, elle se cherche, s'interroge, se reprend sans cesse. C'est une sorte d'atelier du possible où s'élabore ce qui deviendra le matériau de la science. Où les hypothèses restent sous forme de pressentiments vagues, de sensations brumeuses. Où les phénomènes ne sont encore qu'événements solitaires sans lien entre eux. Où les projets d'expérience ont à peine pris corps. Où la pensée chemine à travers des voies sinueuses, des ruelles tortueuses, le plus souvent sans issue. À la merci du hasard, l'esprit s'agite dans un labyrinthe, sous un déluge de messages, en quête d'un signe, d'un coup d'œil, d'un rapprochement imprévu. Comme un prisonnier dans sa cellule, il tourne en rond, cherche une issue, une lueur. Sans s'arrêter, il passe de l'espoir à la déconvenue, de l'exaltation à la mélancolie. Rien ne permet de dire que la science de nuit passe jamais au stade de jour. Que le prisonnier sortira de l'ombre. Quand] cela survient, c'est de manière fortuite, comme un caprice à l'improviste, comme une génération spontanée. N'importe quoi, n'importe quand, comme la foudre. Ce qui guide l'esprit alors ce n'est pas la logique. C'est l'instinct, l'intuition. C'est le besoin d'y voir clair. C'est l'acharnement à vivre. Dans l'interminable dialogue intérieur, parmi les innombrables suppositions, rapprochements, combinaisons, associations qui sans cesse traversent l'esprit, un trait de feu parfois déchire l'obscurité. Éclaire sous le paysage d'une lumière aveuglante, terrifiante, plus forte de mille soleils. Après le premier choc commence un dur combat avec les habitudes de pensée. Un conflit avec l'univers de concept qui règle nos raisonnements. Rien encore n'autorise à dire [que] l'hypothèse nouvelle dépassera sa forme première d'ébauche grossière pour s'affiner, se perfectionner. Si elle soutiendra l'épreuve de la logique. Si elle sera admise dans la science de jour. »